

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/C.1/31/3
5 octobre 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

Trente et unième session
PREMIERE COMMISSION
Points 31 et 32 de l'ordre du jour

UCT 8 13.5
UN/SA COLLECTION

COOPERATION INTERNATIONALE TOUCHANT LES UTILISATIONS PACIFIQUES
DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

ELABORATION D'UNE CONVENTION INTERNATIONALE SUR LES PRINCIPES
REGISSANT L'UTILISATION PAR LES ETATS DE SATELLITES ARTIFICIELS
DE LA TERRE AUX FINS DE LA TELEVISION DIRECTE

Lettre datée du 4 octobre 1976, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent par intérim de l'Union des Républiques
socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir le texte de l'Accord de coopération pour l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques, conclu le 13 juillet 1976 à Moscou, ainsi que le texte des communiqués concernant les pourparlers et consultations tenus à Moscou au sujet de l'inclusion de ressortissants des pays socialistes dans les équipages des stations et engins spatiaux soviétiques.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire publier ces textes comme documents de l'Assemblée générale des Nations Unies au titre des points 31 et 32 de l'ordre du jour de la trente et unième session.

Le représentant permanent par intérim
de l'Union des Républiques
socialistes soviétiques auprès de
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) M. KHARLAMOV

ACCORD DE COOPERATION POUR L'EXPLORATION ET L'UTILISATION DE L'ESPACE
EXTRA-ATMOSPHERIQUE A DES FINS PACIFIQUES

Les Gouvernements de la République populaire de Bulgarie, de la République populaire hongroise, de la République démocratique allemande, de la République de Cuba, de la République populaire mongole, de la République populaire de Pologne, de la République socialiste de Roumanie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la République socialiste tchécoslovaque, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Soucieux de renforcer encore davantage leur amitié fraternelle et leur coopération multilatérale,

S'inspirant des tâches liées à la réalisation du Programme d'ensemble tendant à intensifier et à améliorer encore la coopération et à accentuer l'intégration économique socialiste des pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle,

Considérant qu'il importe d'unir leurs efforts plus étroitement et plus efficacement en vue de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques,

Désireux de consolider l'expérience positive acquise grâce à leur coopération dans ce domaine,

Conscients de la grande importance pratique que les résultats des recherches spatiales présentent pour divers secteurs de l'économie nationale,

Convaincus que le développement de la coopération internationale touchant l'exploration et l'utilisation à des fins pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, répond aux intérêts des peuples du monde entier,

Tenant compte des dispositions du Traité du 27 janvier 1967, sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Les Parties contractantes font tout leur possible pour développer encore la coopération entre les organisations intéressées de leurs pays dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques.

/...

Article 2

Afin de poursuivre et de développer le programme de recherches spatiales en commun (programme "Intercosmos") adopté en 1967, la coopération s'effectue selon les grandes orientations ci-après :

Etude des propriétés physiques de l'espace extra-atmosphérique;
Météorologie spatiale;
Biologie et médecine spatiales;
Télécommunications spatiales;
Etude de l'environnement à l'aide d'engins spatiaux.

Article 3

La coopération portant sur les grandes orientations énumérées à l'article 2 du présent Accord peut prendre les formes suivantes :

- a) Lancement d'engins spatiaux scientifiques et d'application;
- b) Mise au point d'appareils pour l'exécution de recherches spatiales en commun;
- c) Expériences sur fusées géophysiques et météorologiques;
- d) Réalisation en commun d'observations et de recherches expérimentales et théoriques touchant l'espace;
- e) Traitement, analyse et exploitation des résultats des recherches spatiales faites en commun à des fins scientifiques et d'application, et préparation de publications communes;
- f) Organisation de consultations entre les pays intéressés et fourniture, conformément à des accords particuliers, d'une assistance mutuelle scientifique et technique, y compris des échanges de techniques, portant sur certains sujets et projets intéressant l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques;
- g) Organisation de colloques, de conférences, de séminaires et d'autres réunions;
- h) Echanges de documentation et de renseignements scientifiques et techniques.

Article 4

Les Parties contractantes peuvent définir d'autres orientations et d'autres formes de coopération touchant l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques.

/...

Article 5

Dans chaque pays, la coordination des travaux entrepris en application du présent Accord incombe à l'organisme coordonnateur national pour la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique (ci-après dénommé "l'Organisme national").

Article 6

La coopération entre les organisations intéressées des Parties contractantes s'effectue sur la base de programmes et de plans convenus qui définissent les conditions dans lesquelles se déroulent, en pratique, les expériences et les recherches spatiales.

Les organisations de toutes les Parties contractantes ou de certaines d'entre elles peuvent participer à ces programmes et à ces plans si elles s'y intéressent.

Chaque Partie contractante finance les travaux et activités que ses organisations exécutent en vertu des documents mentionnés dans le présent article, sauf disposition contraire des accords particuliers.

Article 7

L'adoption de décisions et de recommandations portant sur les programmes et plans de travaux communs entrepris conformément au présent Accord, ainsi que l'examen des questions d'organisation de la coopération, y compris la création et le fonctionnement de groupes de travail mixtes permanents, incombent à une conférence des chefs des organismes nationaux (ci-après dénommée "la Conférence").

La Conférence tient en principe au moins une session par an, dans l'un des pays participants au présent Accord, à tour de rôle.

Le Président de la Conférence est le chef de l'organisme national du pays où elle se réunit.

Entre les sessions de la Conférence, l'organisme national du pays dépositaire assure la coordination générale des activités exercées par les organismes nationaux en application du présent Accord.

Article 8

Les décisions et recommandations de la Conférence sont prises à la majorité des voix des chefs des organismes nationaux et font l'objet d'un protocole. Le chef de chaque organisme national dispose d'une voix à la Conférence.

Les décisions et recommandations de la Conférence n'ont pas force obligatoire pour celles des Parties contractantes qui ne se sont pas prononcées pour leur adoption. Toutefois, ces Parties peuvent y souscrire par la suite, si elles le souhaitent.

/...

Les questions relatives à la coopération entre certaines Parties contractantes seulement sont réglées d'un commun accord par les chefs des organismes nationaux de ces Parties.

Article 9

Les expériences et les recherches spatiales convenues sont réalisées par les organisations intéressées dans le cadre de groupes de travail mixtes permanents, selon les grandes orientations de la coopération.

Article 10

Les résultats scientifiques des expériences et des recherches spatiales faites en commun peuvent, avec l'accord de tous les pays y participant, être communiqués aux scientifiques et aux établissements et organisations scientifiques d'autres pays.

Article 11

Le présent Accord n'affecte pas les droits et obligations découlant pour les Parties contractantes d'autres accords internationaux conclus par elles ni le droit des Parties contractantes de conclure entre elles ou avec des Etats tiers d'autres accords multilatéraux ou bilatéraux de coopération en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques.

Article 12

Le présent Accord est sujet à ratification ou à approbation conformément à la législation des Parties contractantes.

Les instruments de ratification ou les documents d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui est désigné dépositaire de l'Accord.

Le présent Accord entrera en vigueur lorsque six Parties contractantes auront déposé leurs instruments de ratification ou documents d'approbation.

A l'égard des Parties contractantes qui auront déposé leurs instruments de ratification ou documents d'approbation après l'entrée en vigueur du présent Accord, celui-ci entrera en vigueur le jour du dépôt de leurs instruments de ratification ou documents d'approbation.

Article 13

D'autres pays peuvent adhérer au présent Accord, avec l'assentiment des Parties contractantes.

La demande d'adhésion est présentée par écrit au gouvernement dépositaire, qui en informe toutes les Parties contractantes.

L'adhésion à l'Accord prend effet dès réception par le gouvernement dépositaire des lettres d'assentiment des deux tiers des Parties contractantes.

Article 14

Le présent Accord restera en vigueur pendant 10 ans.

Pour toute Partie contractante qui n'aura pas dénoncé l'Accord six mois avant l'expiration de ladite période de 10 ans ou des périodes ultérieures de cinq ans, celui-ci restera en vigueur pendant chacune des périodes de cinq ans qui suivront.

Article 15

Toute Partie contractante peut dénoncer le présent Accord moyennant préavis de 12 mois donné par écrit au gouvernement dépositaire, qui en informera immédiatement toutes les Parties contractantes.

Article 16

L'original du présent Accord sera conservé dans les archives du gouvernement dépositaire, qui en communiquera des copies certifiées conformes à toutes les Parties contractantes.

FAIT à Moscou, le 13 juillet 1976, en un exemplaire en langue russe.

/...

COMMUNIQUE

Relatif aux pourparlers des délégations des pays socialistes parties au programme "Intercosmos"

Des pourparlers ont eu lieu à Moscou du 14 au 16 juillet 1976 entre les délégations des pays socialistes parties au programme Intercosmos. Celles-ci ont étudié la proposition de l'Union soviétique tendant à faire participer des ressortissants de la Bulgarie, de la Hongrie, de la République démocratique allemande, de Cuba, de la République populaire mongole, de la Pologne, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie à des vols de stations et d'engins spatiaux soviétiques pilotés. Les délégations ont examiné la question des critères de sélection des futurs cosmonautes et l'organisation de leur préparation aux vols spatiaux en Union soviétique.

Des recommandations ont été adoptées d'un commun accord sur toutes les questions débattues.

Les participants aux pourparlers ont visité le Centre de formation des cosmonautes Y. A. Gagarine, le Centre de commande des vols de l'Institut des questions médico-biologiques.

Les pourparlers se sont déroulés dans une atmosphère de coopération fraternelle et de compréhension mutuelle.

COMMUNIQUE

Relatif aux consultations sur la question de la participation
de ressortissants des pays parties au programme "Intercosmos"
à des vols de stations et engins spatiaux soviétiques

Le 14 septembre 1976, des consultations ont eu lieu à Moscou au sujet de la participation de ressortissants des pays parties au programme "Intercosmos" à des vols de stations et engins spatiaux soviétiques. Ont participé à ces consultations les délégations des pays ci-après : République populaire de Bulgarie, République populaire hongroise, République démocratique allemande, République de Cuba, République populaire mongole, République populaire de Pologne, République socialiste de Roumanie, République socialiste tchécoslovaque et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Au cours des consultations, qui se sont déroulées dans une atmosphère de coopération fraternelle et de compréhension mutuelle, il a été convenu que des ressortissants de tous les pays socialistes parties au programme "Intercosmos" prendraient part à des vols sur des stations et engins spatiaux soviétiques, conjointement avec des cosmonautes soviétiques, durant la période 1978-1983; la date du début de leur entraînement au Centre de formation des cosmonautes Y. A. Gagarine a également été fixée.

Toutes les délégations qui ont participé aux consultations ont exprimé leur reconnaissance à l'Union soviétique pour l'initiative qu'elle a prise au sujet de l'organisation de vols dans l'espace de ressortissants des pays socialistes parties au programme "Intercosmos".
